

2

Le contexte conjoncturel

La Fondation Genève Place Financière (FGPF) réalise depuis 2002 une enquête conjoncturelle auprès des banques, des gestionnaires de fortune et des autres intermédiaires financiers de la Place. Les résultats obtenus reflètent leur analyse et leur perception sur la marche de leurs affaires et les perspectives pour la place financière genevoise.

A fin septembre 2023, le secteur bancaire regroupait 87 banques présentes à Genève et employait près de 18'000 collaborateurs et collaboratrices. Dans le détail, on comptait notamment 22 banques commerciales et de gestion et 50 banques en mains étrangères. A cela s'ajoutent plus de 700 gestionnaires de fortune, plus de 3'000 intermédiaires financiers, près de 500 assurances, plus de 1'300 fiduciaires et comptables ainsi que plus de 600 études d'avocat.e.s et de notaires. Cette grande diversité contribue au succès de la Place financière, qui continue de jouer un rôle moteur de croissance économique.

Les résultats de l'enquête conjoncturelle 2023-2024 illustrent l'évolution solide et dynamique du secteur bancaire et financier malgré les incertitudes liées à la guerre en Ukraine (cf. p. 7) et face à la montée rapide des taux d'intérêt.

Après une année 2021 qui avait été un excellent cru et une année 2022 marquée par le repli des cours des marchés financiers, une brise d'optimisme a soufflé sur l'année 2023. Ceci n'a rien de surprenant au vu de l'environnement conjoncturel en Suisse. Selon le SECO, le premier semestre 2023 a été robuste même si les zones d'ombre et de lumière varient d'une branche à l'autre. Le secteur des services, dont fait partie la finance, a progressé tandis que la création de valeur dans le secteur industriel a reculé. L'enquête conjoncturelle traduit ainsi la solidité et le rebond de la Place financière.

Cette évolution dynamique prend tout son sens dans l'activité de gestion de fortune, l'un des trois piliers de la Place genevoise avec la banque commerciale et de détail et le financement du négoce de matières premières.

Contrairement à l'année précédente, la gestion de fortune a le vent en poupe. En effet, la grande majorité des établissements financiers a enregistré une augmentation des actifs sous gestion. Ce renversement de tendance concerne particulièrement les banques de plus de 200 emplois. Alors qu'au premier semestre 2022, plus de la moitié d'entre elles affirmait avoir vu la masse sous gestion diminuer de 8%, elles sont à présent nombreuses à constater une augmentation,

qui, pour certaines, est supérieure à 8%. Si durant l'année 2022, la guerre en Ukraine avait profondément déstabilisé les marchés financiers, ces derniers ne constituent plus le premier facteur d'influence. Les apports et les retraits ont eu une incidence quasi égale sur l'évolution des actifs. En revanche, les effets de change n'ont eu que peu d'impact.

L'évolution globale des apports nets de fonds constitue sans conteste un autre signal significatif de l'état de santé de la place financière genevoise. Le diagnostic pour le premier semestre 2023 est plutôt encourageant par rapport à la même période en 2022. Plus des deux tiers des établissements bancaires, des gestionnaires de fortune et des autres intermédiaires financiers ont tiré parti d'une augmentation des apports nets de fonds. La moitié des établissements de petite taille a bénéficié d'une augmentation comprise entre 6 et 10%. Le constat est similaire pour les grandes banques, dont une part non négligeable affiche une croissance de plus de 10%. En conséquence, la clientèle a continué à être demandeuse des services des banques genevoises, qui ont conservé toute leur attractivité en particulier en Europe et au Moyen-Orient. Tous ces éléments convergent vers la même conclusion : la confiance des client.e.s reste intacte.

L'optimisme des acteurs bancaires et financiers a perduré durant la seconde moitié de 2023 dans la mesure où la très grande majorité des banques a profité d'une évolution positive avec un regain d'activité des investisseurs



Tous les signaux indiquent que la place financière genevoise demeure attractive et que les acteurs bancaires se montrent optimistes pour 2024

allnews, 12 octobre 2023



et à un redressement des revenus tirés des commissions. Sous l'effet du resserrement de la politique monétaire en riposte à l'accélération de l'inflation, la montée des taux d'intérêt, amorcée en 2022, a continué d'exercer son influence en 2023. L'enquête conjoncturelle 2023-2024 démontre que les effets sur les établissements bancaires ont été importants. Pour rappel, en 2020 et en 2021, les banques centrales pratiquaient des taux d'intérêt négatifs ou proches de zéro. En conséquence, le cash constituait un coût pour les banques si elles ne reportaient pas les intérêts négatifs sur leur clientèle. Toutefois, durant ces deux ans, les client.e.s ont été actif.ve.s dans leurs investissements, contribuant à soutenir les revenus des commissions. Le retour des taux d'intérêt positifs et leur montée rapide a inversé cette dynamique dans la gestion de fortune en 2023. Cette remontée des taux a permis de soutenir à la hausse le résultat net des opérations d'intérêt. Cependant, elle a créé une attitude attentiste de la clientèle qui a privilégié les dépôts à terme. Cette prudence a été renforcée par le conflit en Ukraine et le manque de visibilité.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les hausses des taux d'intérêt semblent être globalement passagères. Lorsque l'inflation sera maîtrisée, le FMI s'attend à ce que les banques centrales assouplissent leur politique monétaire. Dans ce contexte, il existe une certitude : les acteurs financiers ne maîtrisent pas l'évolution des taux. Celle-ci est décidée par les banques centrales en fonction de la croissance et de l'inflation. Il apparaît de plus en plus que cette dernière se cramponne, poussant les banques centrales à poursuivre leur politique de resserrement monétaire. Globalement, l'économie mondiale n'a presque pas connu de croissance en 2023 et manque de vraies impulsions qui pourraient compenser les conséquences négatives de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation. Le système financier helvétique n'est donc pas une île et dépend aussi des politiques économiques de ses contreparties à l'étranger.

Cette interconnexion vaut également pour l'accès aux marchés étrangers. La Suisse occupe une position de leader mondial dans la gestion de fortune transfrontalière, avec une

part de marché d'environ 25%. Il s'agit donc d'une industrie d'exportation au sens classique du terme, dans la mesure où une grande partie des services est produite en Suisse, alors que les deux tiers des client.e.s sont domiciliés à l'étranger. Or, 40% des actifs privés transfrontaliers sous gestion proviennent d'une clientèle située dans l'Union européenne (UE), ce qui représente environ CHF 1'000 milliards d'actifs.

Que ce soit pour la gestion de fortune privée ou institutionnelle, l'accès au marché européen en particulier reste ainsi une priorité stratégique pour maintenir les emplois, spécialement ceux du "front", sur sol helvétique. A l'instar de 2022, Luxembourg continue d'être désigné comme la destination privilégiée en cas de transfert d'activités à l'étranger. Dans ce contexte, la Fondation Genève Place Financière salue la mention de l'approche dite "spécifique aux établissements", ou en termes réglementaires "fondées sur une licence", en lien avec la reprise du dialogue réglementaire entre la Suisse et l'UE dans le mandat de négociation définitif avec l'UE, que la Suisse a adopté le 8 mars 2024 (cf. p. 16).

Au vu des éléments qui précèdent, les acteurs bancaires et financiers se montrent plutôt confiants pour 2024 et tablent sur une évolution favorable de leurs résultats consolidés, malgré un environnement changeant. Ce dernier se caractérise par deux facteurs. D'une part, les niveaux d'endettement élevés de nombreux pays laissent en effet planer une épée de Damoclès sur les marchés qui pourraient subir une correction importante. D'autre part, certains observateurs anticipent une croissance modérée des actifs sous gestion en provenance de l'étranger. Néanmoins, ces incertitudes n'entachent pas l'optimisme et le pragmatisme dont les banques et les gestionnaires de fortune font preuve en matière d'emploi. Pour la troisième année consécutive, 2023 s'est caractérisé par une raréfaction de la main d'œuvre, avec une situation de quasi plein emploi. Le secteur financier a continué de contribuer grandement au maintien et à la création d'emplois à Genève.

Dans l'enquête conjoncturelle 2023-2024, la fiscalité reste un sujet de préoccupation mais n'occupe plus le premier rang, en raison des victoires remportées dans les urnes avec les rejets des Initiatives 179 (double imposition des dividendes) et 185 (augmentation de l'impôt sur la fortune) en 2023. Sur le plan cantonal, la question de la sécurité supplante les autres dossiers. Ce vaste domaine englobe la cybersécurité. Afin de renforcer la cyber-résilience de la place financière suisse, l'Association suisse des banquiers (ASB), l'Association Suisse d'Assurances (ASA) et les autorités fédérales ont fondé l'association Swiss Financial Sector Cyber Security Centre (Swiss FS-CSC) en avril 2022. Force est de constater que l'infrastructure de la Place financière et de la Suisse toute entière dépend d'un petit nombre de prestataires. C'est pourquoi, il est essentiel d'impliquer toutes les parties prenantes autour d'une même démarche, ce que fait le Swiss FS-CSC. A l'instar de la fintech et de la finance durable, ce domaine dépend notamment du développement de formations de pointe (cf. p. 27).



La confiance est de mise pour 2024, avec des attentes en particulier sur la cybersécurité et la formation